

# UNION REGIONALE FEDERALE CGT- SPECTACLE

Syndicat Français des Artistes interprètes (SFA)  
Syndicat des Artistes Musiciens Professionnels Lyonnais (SAMPL)  
Syndicat National de la Radio Télévision (SNRT)  
Syndicat National des Techniciens et réalisateurs (SNTR)  
Syndicat National des Professionnels du Théâtre et des Activités Culturelles (SYNPTAC)

## Pour une politique culturelle ambitieuse nous appellons à l'action le 6 mai

La journée nationale d'actions du 29 mars dernier pour « défendre l'art et la culture », contre la réforme Sarkozyste des collectivités territoriales et la Révision Générale des Politiques Publiques, a rassemblé plus de 4000 professionnels depuis le Ministère de la Culture jusqu'au Sénat. D'autres actions ont eu lieu en régions comme à Lyon, Nantes, Bordeaux ou Angers. Pour se faire entendre, il convient d'amplifier la mobilisation. C'est le sens de notre appel à une nouvelle journée nationale de grève et d'actions le 6 mai prochain.

Après avoir restructuré l'administration centrale du Ministère de la Culture et de la Communication, le 1<sup>er</sup> Ministre a demandé à Bercy un « audit flash » dans le cadre de la phase 2 de la RGPP qui concerne tous les opérateurs sous tutelle de la rue de Valois. Les 11 préconisations de cet audit ne prêtent pas à confusion. Il s'agit de faire plus avec moins, de sabrer l'emploi et de tourner le dos aux missions de service public du ministère. Cela n'émeut aucunement Frédéric Mitterrand qui applaudit à tout rompre.

Ajoutons-y la réforme des collectivités territoriales adoptée en première lecture par le Sénat le 4 février dernier. L'article 35 de ce texte vise la suppression pure et simple de la clause générale de compétence, sachant que la culture ne fait pas partie des compétences obligatoires des collectivités locales. Autrement dit, les laisser faire signifierait l'assèchement brutal des financements publics des collectivités territoriales pour le spectacle vivant, la production cinématographique et audiovisuelle ou encore l'action culturelle. C'est la même logique de régression qui prévaut dans l'audiovisuel public, avec la restructuration de France Télévisions ou encore la négociation de nouveaux accords collectifs de travail dans chacune des sociétés (France Télévisions, INA, Radio France et RFI.)

**A LYON**

**A 11H00**

**Ø RASSEMBLEMENT DEVANT LA  
PREFECTURE**

**Rue de Bonnel  
69003 LYON**

**Ø ASSEMBLEE GENERALE A  
L'ISSUE DU RASSEMBLEMENT  
A LA BOURSE DU TRAVAIL**

**SALLE DES CONFERENCES  
Place Guichard  
69003 LYON**